

# L'ESSOR

Avril 2023 • Paraît 6 fois l'an • Journal fondé en 1905 • 118<sup>e</sup> année  
La cause de la paix • La pratique de la solidarité • Le respect de la vie • L'ouverture à la créativité

P.P.  
2301 La Chaux-de-Fonds  
Postcode 1 Poste CH SA

## Éditorial

### Chute du Crédit suisse: c'est tout le système capitaliste qu'il faut changer

Après Swissair et UBS, c'est maintenant Crédit suisse qu'il faut sauver. À coup de milliards de francs, la Confédération et la Banque nationale suisse viennent au secours de cette banque. C'est la preuve une fois de plus que le système capitaliste peut se résumer en une seule formule: «Privatiser les bénéfices et socialiser les pertes».

La faillite de la deuxième banque du pays n'est pas due au hasard. Elle est le fruit de la mauvaise gestion de ses dirigeants, de leur incompétence et de leur volonté de gagner toujours davantage en prenant des risques démesurés. Si un modeste fonctionnaire avait commis des fautes mille fois plus légères, il aurait été licencié sur le champ.

#### Entendez-vous ?

Elles lancent foulards au vent  
Font voler les turbans  
Allument des feux de joie  
Elles se veulent hors la loi  
Leurs cris montent au ciel  
Mais au juste qui sont-elles?  
Iraniennes ou Afghanes  
Kurdes, Ouïghoures ou Birmanes  
Bravent répressions et peurs  
Face à leurs agresseurs  
Seul credo LIBERTE  
Dans leur cœur est gravé

*Emilie Salamin-Amar*

Pendant que le Crédit suisse faisait des milliards de francs de déficit et que ses actions dégringolaient à une vitesse vertigineuse, ses managers recevaient des salaires et des bonus indécents. Plusieurs experts ont calculé que ces bonus se montaient à 32 milliards de francs (oui, vous avez bien compris: 32.000 fois un million de francs).

On ose espérer que la Confédération exigera de ces «gestionnaires» qu'ils remboursent tout ou partie des sommes pharamineuses qu'ils ont touchées. Ne serait-ce que pour payer les milliers de personnes qui seront au chômage par leur faute!

Si les dirigeants du Crédit suisse portent une lourde responsabilité dans la faillite de leur banque, on peut aussi montrer du doigt les autorités qui ont été incapables d'assumer leur surveillance. En premier lieu, on peut citer la FINMA, l'autorité fédérale de surveillance des marchés financiers. On reste sans voix quand on apprend que la présidente du Conseil d'administration, le directeur et d'autres collaborateurs ont tous travaillé au service du Crédit suisse. Mais il convient de citer aussi le Conseil fédéral (et en particulier Ueli Maurer qui était à l'époque ministre des finances) et les partis de droite qui accueillent en leur sein de nombreux membres de conseils d'administration de banques. À eux aussi, il faudra demander des comptes.

Que ce soit par la Confédération ou la Banque nationale, le Crédit suisse pourra disposer de la somme de 259 milliards de francs pour faire face à ses besoins de liquidités. Cette somme est colossale (elle représente environ 30.000 francs par habitant du pays) et on est scandalisé par le Conseil fédéral et le Parlement qui osent affirmer qu'il faudra dès l'année prochaine économiser 2 milliards dans le budget de la Confédération. On arrive à trouver des sommes gigantesques pour les banques mais on demande un effort aux plus pauvres car c'est bien dans le domaine social que Karine Keller-Sutter, nouvelle ministre des finances, veut faire des économies.

Le peuple suisse a toujours été modéré mais il commence à ne plus accepter les inégalités qui divisent le pays. On attend avec impatience le résultat des élections fédérales de cet automne. Certains partis cherchent à se faire une virginité mais ils n'arriveront pas à faire oublier leurs compromissions.

La débâcle du Crédit suisse n'est hélas pas un événement isolé. Elle est la conséquence du système capitaliste basé sur le profit (seulement pour les plus riches) et sur la mondialisation qui ne se traduit que sur le plan financier. Fidèle à sa Charte, l'Essor estime que la mondialisation doit avant tout être sociale et écologique.

Rémy Cosandey

### Pour 2023, mieux faire la balance

En ce début de 2023, il n'y a pas à hésiter. S'il est de notre devoir d'observer tout ce qui mérite d'être amélioré dans ce monde, pour nos enfants et pour nous-mêmes, il convient certainement aussi de souligner tous les miracles qui nous entourent. Ils ne sont pas tous le fait du Créateur de l'univers, ils sont aussi le fait de l'intelligence humaine.

Je me promène en forêt et je croise un magnifique cerf. Merci à l'évolution de la vie d'avoir créé un animal aussi élégant qui vit dans un environnement aussi calme et reposant. Merci d'avoir assez de sensibilité pour apprécier un tel spectacle. Merci à ceux qui m'ont permis de partager, par une photo, jusqu'au bord du Pacifique, dans l'instant même, mon émerveillement avec ma petite fille qui habite si loin : quelques clics sur mon smartphone.

Nous souffrons de voir les Américains faire la guerre dans presque tous les pays du monde pour défendre la soif de puissance de leurs oligarques. Nous souffrons de tous les réfugiés qui nous arrivent de ces pays en guerre. Nous souffrons de tous les désordres économiques et énergétiques imposés aux Européens par cette volonté hégémonique d'étendre l'Otan à tous les anciens pays de l'Est européen. Nous souffrons de voir les horreurs dues aux bombes de Poutine en Ukraine. Nous souffrons aussi que s'y ajoutent des catastrophes naturelles où les hommes n'y sont pour rien. «S'il existait un Bon Dieu, rien de tout cela ne serait possible» affirment beaucoup de personnes.

Nous oublions de voir les milliers d'hommes et de femmes qui, dans ce monde, se mettent au service des autres, de près ou de loin, ceux qui n'hésitent pas à faire des milliers d'heures de travail pour assurer la santé des malades qu'on leur confie. Et les millions récoltés par la Chaîne du bonheur. Nous oublions l'engagement de tous ceux et surtout de celles qui accomplissent, jour après jour, le travail bénévole de la conduite d'un ménage. Nous oublions de voir, année après année, les céréales qui mûrissent et nous nourrissent, les arbres fruitiers ou les légumes qui font de même.

Il ne s'agit pas d'être naïfs et béats, mais nous sommes entourés de tellement de miracles dus à la création et aussi à l'intelligence humaine que nous n'y faisons plus attention. Cette propension à ne souligner que nos erreurs (par exemple le développement du moteur à explosion qui nous conduit à l'effondrement) et de ne voir que les trains qui n'arrivent pas à l'heure, ne nous mène qu'au découragement. Rien n'est plus néfaste à l'heure des vœux de bonne année. Sachons aussi voir le positif qui nous entoure.

Pierre Aguet, Vevey

### De si lucratives caisses maladie !

Triste constat à propos des caisses maladie qui sont des sources de profit sur le dos des personnes assurées! Un parfait exemple d'une économie révoltante qui permet à un milliardaire de payer les mêmes primes de l'assurance de base que vous et moi !

Pour étayer mon propos, voici le salaire de dirigeants d'assurance-maladie par année, paru dans le NZZ du 30 juin 2022. À partir de 482.684 jusqu'à 955.247 francs. Qu'en sera-t-il pour cette année 2023? Le salaire des cadres? Les jetons de présence des membres du conseil d'administration (65.000 francs par année) et, cerise sur le gâteau, environ 10 milliards de réserves totalisées par les caisses maladie suisses.

Au bas mot, 7% à 9% d'augmentation pour beaucoup de monde et nous, le peuple suisse, nous acceptons un tel scandale ?

Il y a de quoi s'indigner et manifester une juste colère. Quelle aberration, quelle honte, il n'y a pas de mot pour qualifier l'inqualifiable !

Il me semble que les paroles du pasteur Martin Luther King, prononcées avant son assassinat, sont plus que jamais d'actualité. Je cite: «*Nous devons apprendre à vivre comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots.*»

Ne nous laissons pas endormir par certains tenants du pouvoir qui ne pensent qu'à leur intérêt et s'en prennent aux assurances sociales: 2<sup>e</sup> pilier raboté par le taux de conversion, refus d'indexation des rentes, front contre l'initiative en vue d'une 13<sup>e</sup> rente AVS.

Il n'y a ni gauche ni droite qui vaillent: la seule solution, c'est un partage équitable des richesses. À quand ?

Alain Guillez, Tavel

### Quelques mots pour la fête de la poésie

*La poésie, ce souffle de l'âme, traverse les siècles pour s'arrêter entre les feuilles d'un livre, poussée par des vents sachant agiter la plume d'un cœur sensible. Dans la parution récente de «Pensées en désordre» de Giorgio Blasi de Monthey (Rosso Editions, 2022), les vers semblent tracer le chemin du sens de la vie entre rêve et réalité. En écho aux illustrations de Lidia Bachis, ils enchantent par leur légèreté!*

*Au bruit à peine audible de ses pas  
l'ermite,  
armé de sa sagesse  
laisse l'expérience derrière lui  
pour sillonner  
et découvrir de nouveaux chemins.*

Pierrette Kirchner-Zufferey

## Les Autocrates

Charlotte dirait que Les Temps modernes, pas ceux contemporains du film (1936) mais ceux du présent, résonnent avec les années 1930. Comme à l'époque, le moment est aux pouvoirs dits forts. De quelque côté que l'on se tourne, on trouve des autocraties «démocratiquement» installées.

Chine: Monsieur Xi vient de se faire réélire à la tête de l'État-parti-unique pour la troisième fois consécutive, et cette fois, à l'unanimité. 2952 voix sur 2952 délégués. Devenue grande puissance planétaire, la Chine dicte désormais son tempo au monde.

Inde voisine: c'est plus subtil qu'en Chine, mais la «plus grande démocratie au monde» penche dangereusement vers l'autocratie. La liberté de la presse y est brimée, un nationalisme teinté de xénophobie y est très encouragé et le régime est de plus en plus rigide.

Russie: faut-il revenir sur les manipulations constitutionnelles du tsar? Sur les assassinats de journalistes, les empoisonnements d'opposants, l'emprisonnement de manifestants? Est-ce que la «liberté» fait encore partie du vocabulaire du Kremlin?

Turquie: l'homme qui s'est emparé du pouvoir à l'occasion d'un tremblement de terre, va peut-être le quitter à l'occasion de la récente catastrophe. Mais là aussi, les bidouillages corrupteurs sont tels que le pacha d'Ankara pourrait bien rester perché sur son trône.

Il y a beaucoup d'autres pays enfermés dans des dictatures vernissées d'apparente démocratie. Ça ne trompe personne, mais le commerce mondialisé exige que l'on ferme les yeux sur ces détails. Tous ces régimes forts ont en commun le fait que leurs dirigeants se sont, à un moment ou un autre, auto-proclamés ou auto-prolongés au pouvoir.

Ça ne se limite pas aux États, ça se répand sur les structures économiques, multinationales, consortiums, entreprises, groupes de presse, etc. Ça passe d'ailleurs par certains médias corrompus. Tucker Carlson, présentateur vedette de Fox News/USA qui, images dûment sélectionnées à l'appui, prétend que les envahisseurs du Capitole le 6 janvier 2021, étaient de paisibles citoyens désireux de contribuer pacifiquement à la démocratie. Merci Rupert Murdoch.

Ajoutons les États théocratiques qui abritent dans leurs palais nationaux des voyous mafieux qui martyrisent leurs peuples à grands coups de lois iniques soi-disant religieuses. Ils se sont tous «placés» eux-mêmes à la tête de leurs pays, avec la complicité servile d'opportunistes zéloteurs vendus et/ou achetés.

Pauvre démocratie, tu es bien malade. Il faut d'urgence t'envoyer aux soins intensifs. Encore conviendrait-il de disposer de doctes docteurs...

Marc Gabriel

## Coup de griffe

### Un pneu... beaucoup...

Saviez-vous qu'après avoir changé les pneus de votre voiture, ceux-ci se payaient le luxe de voyager? Sans elle, sans vous? Voyager en roues libres, en voilà une belle expression! Mais, quelle pourrait être cette mystérieuse direction? Allez... Nous allons jouer aux devinettes... Pas très loin de chez nous... Vous donnez votre langue au chat?... L'initiale du nom de ce pays est la 18<sup>e</sup> lettre de l'alphabet... Le «S»... Toujours pas trouvé? Alors, essayons avec le nom de la ville où nos pneus finissent leur vie... Il s'agit de la 2<sup>e</sup> lettre de l'alphabet... Le «B»... Vous ne trouvez toujours pas? Bon... je vais vous donner un indice... nom en 2 syllabes dont la deuxième rime avec celle du nom de l'entreprise... Langue au chat? Il s'agit de la Serbie, de la ville de Beocin et de l'entreprise Holcim! Amusant, n'est-ce pas?

Vous avez donc perdu! A présent, je vais éclairer votre lanterne, mais pour cela il me faut allumer le feu de celle-ci... un p'tit pneu fera l'affaire pour générer une faible lueur... Par contre, pour fabriquer du ciment, maintenir les fours à haute température, c'est-à-dire à 1800°, il en faut des tonnes. Vous l'ignoriez? Rassurez-vous, moi aussi. Et pourtant, cette histoire n'est pas récente, elle a été révélée en 2019 suite à une inspection étatique. Non... ne vous méprenez pas, cette toux profonde observée, diagnostiquée sur la population de cette petite ville n'a strictement aucun rapport avec le Covid-19. Pour cette cimenterie et d'autres encore peut-être qui opèrent un peu partout, brûler des pneus c'est plus écologique que de brûler du pétrole. Finalement, rendraient-ils service à l'environnement en nous débarrassant des déchets trop visibles? Les fours sont gourmands, ils nécessitent plus de 5000 tonnes par an pour maintenir la fabrication de ciment. Et comme dirait l'autre, quand le bâtiment va, tout va! Mais, tout de même, entre nous, il faut reconnaître qu'un tas de pneus, c'est moche, ça gâche le paysage, tandis qu'un nuage ou des émanations toxiques, ça ne se voit pas... mais ça se ressent au niveau de l'organisme...

Au fait... ce qui me turlupine dans cette histoire sordide c'est que personne ne se soit inquiété, ni même ait cherché à savoir où étaient passés ces millions de pneus usagés... Allez... Je sens que je pars à la dérive... Le pneu, c'est de la gomme, y en aurait-il dans les...

Non! Non! Je n'irai pas au bout de ce délire...

Emilie Salamin-Amar

## Déficits de paix

Cette guerre en Ukraine, elle replonge dans de vieux questionnements tous les esprits attachés à la paix entre les êtres comme entre les nations: tendre la joue gauche à l'agresseur qui vous a frappé la joue droite ? Essayer au moins de composer avec lui, quitte à le décharger ici d'une part de sa responsabilité? Appliquer au contraire la loi du talion, rendre coup pour coup, au risque alors de justifier la violence même? Et vous qui par charité avez secouru votre voisin injustement attaqué, allez-vous intervenir jusqu'à ce que l'agresseur crie grâce, sous peine de voir le conflit déra- per complètement?

J'entends ainsi les arguments de ceux qui affirment que négocier maintenant avec Poutine et doser l'aide militaire au pays qu'il a attaqué, ce serait disculper l'assaillant, voire l'encourager dans d'éventuelles agressions futures; je comprends aussi qu'à ce stade, les Ukrainiens ne veulent rien céder de leur territoire et sollicitent tout l'armement à même d'en chasser l'armée russe.

*Aucun problème n'est si profond qu'il ne puisse être sur- monté, compte tenu de la volonté de toutes les parties, par la discussion et la négociation plutôt que par la force et la violence.*

– Nelson Mandela

4

Mais je ne reste pas sourd non plus à la voix de ces paci- fistes qui se demandent si cette logique de guerre ne risquerait pas d'entraîner Kiev dans un conflit susceptible de lui coûter davantage encore. De fait, elle repose sur l'idée que face à ce soutien occidental croissant, Poutine va finir par capituler. Or, imaginons un instant que malgré les nouvelles armes livrées à l'Ukraine (chars, avions, missiles à longue por- tée) la Russie continue de s'accrocher, voire avance à nou- veau, une hypothèse impossible à exclure étant donné ses vastes ressources.

Quelle sera alors l'étape suivante pour les Occidentaux? Après toutes les promesses qu'ils lui ont faites, impossible qu'ils se résolvent désormais à une défaite de Zelenski, fût- elle partielle, ils enverraient évidemment là un signal de fai- blesse et reconnaîtraient que la force peut payer. Pas d'autre solution ici qu'un engagement plus direct des forces de l'OTAN, avec une riposte en conséquence de Poutine, avec en retour presque fatalement l'envoi progressif de troupes occidentales sur le terrain. Bref, une guerre ouverte, qui ne manquerait pas de vite déborder sur tous les États voisins et à terme de dégénérer en un conflit généralisé à l'issue incer- taine, et peut-être même à dimension nucléaire.

À moins que certains veuillent encore parier que le Krem- lin surjoue, qu'il n'a en fait plus les moyens de conjurer sa défaite, que son chantage à la bombe n'est que pur bluff!

Pari un peu risqué que de miser ainsi sur l'effondrement de la Russie! En plus, si elle résistait? Si elle usait de ce droit à l'arme suprême que s'arroge toute nation nucléaire qui juge son existence menacée?

Quel que soit le cas de figure, rien qui rendrait ici notre monde plus sûr!

Toute vaine spéculation mise à part, le même dilemme demeure: une paix injuste ou un long conflit, freiner l'aide militaire aux Ukrainiens ou les surarmer sans fin. La moins mauvaise solution serait ici de leur permettre au moins de tenir, de sorte que les deux fronts se figent et que, de guerre lasse, les deux ennemis finissent par négocier; encore fau- drait-il que ni l'un ni l'autre ne voient cette situation comme une défaite, ce qui demanderait aussi à la diplomatie inter- nationale qu'elle arbitre le conflit de façon équilibrée, ce qui est loin d'être acquis. Cela dit, il est clair que derrière les encouragements de façade à la stratégie guerrière du président Zelenski, nombre de diplomates occidentaux se contenteraient d'un tel statu quo, une attitude certes peu glorieuse voire cynique, mais qui au moins les empêcherait de se retrouver encore plus engagés dans une confrontation générale qu'ils ont toujours dit ne pas vouloir.

Ils pourraient ici se contenter du constat que de toute façon, Poutine a échoué dans beaucoup de ses objectifs (l'Ukraine n'est pas soumise, l'Occident ne s'est pas dérobé, l'OTAN s'est renforcée); et qui leur reprochera de considérer qu'après tout, une paix partielle vaut toujours mieux qu'une guerre totale? En tous les cas, je doute beaucoup qu'ils aient désormais d'autre alternative, faute d'avoir envisagé à temps des solutions négociées qui leur auraient évité d'en arriver là!

*Nicolas Rousseau*

### Définition de la négociation (tirée de Wikipédia)

Les spécialistes définissent la négociation le plus souvent comme un processus de dialogue centré sur un problème à résoudre et visant un accord mutuellement acceptable. La négociation apparaît ainsi comme une solution alternative à l'usage de la force, du droit ou de l'autorité lorsqu'il s'agit de mener des affaires, d'entreprendre un projet, de prendre une décision ou de gérer un conflit.

Dans le monde occidental, cet accroissement du champ de la né- gociation semble se développer avec la montée de l'individualisme, l'affaiblissement des institutions, la démocratisation et l'accélération des échanges. Tout le monde semble craindre l'autoritarisme et les décisions unilatérales. Chacun souhaite contribuer à trouver des solu- tions qui le concerne pour ses affaires publiques ou privées. Dans les sociétés démocratiques, ceux qui peuvent négocier sont ceux qui s'or- ganisent et se regroupent en collectif pour faire pression sur le pouvoir central.

## Laïcité: une *Genferi* de plus?

*Dans aucun des actes de la vie civile, politique ou sociale, la démocratie ne fait intervenir, légalement, la question religieuse.*

– Jean Jaurès

Dans un arrêt du 23 décembre 2021<sup>1</sup>, le Tribunal fédéral (TF) s'est prononcé sur les limites de la liberté de conscience et de croyance au regard d'une loi cantonale visant à protéger la laïcité de l'État.

En bref, une association vouée à la défense de la communauté musulmane contestait la constitutionnalité de plusieurs dispositions de la loi genevoise sur la laïcité de l'État (LLE/GE) adoptée le 26 avril 2018 par le Grand Conseil et approuvée le 10 février 2019 en votation populaire.

Le TF a notamment admis la compatibilité avec le droit constitutionnel fédéral de trois règles:

- a) l'obligation faite aux membres du pouvoir exécutif cantonal et communal, aux magistrats du pouvoir judiciaire et aux agents de l'État d'observer la neutralité religieuse dans le cadre de leurs fonctions et de s'abstenir, lorsqu'ils sont en contact avec le public, de signaler leur appartenance religieuse par des propos ou des signes extérieurs.
- b) la possibilité pour le gouvernement cantonal, à certaines conditions, de restreindre ou interdire le port de signes religieux «ostentatoires» sur le domaine public ou dans les bâtiments publics.
- c) l'obligation de montrer son visage dans les administrations publiques, les établissements publics ou subventionnés, ainsi que dans les tribunaux.

Sur le fond, cet arrêt s'ouvre sur un considérant de principe qui relativise la portée de la liberté de conscience et de croyance protégée par l'article 15 de la Constitution fédérale, au motif qu'«il existe en Suisse des approches très différentes qui varient selon les sensibilités qui prévalent dans chaque canton». En effet, aux termes de la Constitution, «la réglementation des rapports entre l'Église [par quoi il faut entendre toute communauté religieuse, chrétienne ou non] et l'État est du ressort des cantons». Chaque canton peut donc avoir une approche spécifique de ces rapports, ce qui a pour conséquence qu'«en Suisse, s'agissant des rapports entre l'État et les différentes communautés religieuses, cohabitent vingt-six systèmes cantonaux potentiellement différents».

Ainsi, le canton de Genève a opté depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle pour une séparation très nette entre les communautés religieuses et l'État, ce qui l'a conduit à inscrire le principe de laïcité de l'État dans sa nouvelle Constitution cantonale

(article 3). La LLE/GE serait donc, selon le TF, «l'expression de cette 'approche genevoise' de la question, qui [...] attache une grande importance à la laïcité de l'État». Autrement dit, une nouvelle *Genferi*...

### Vérité en deçà de la Versoix, erreur au-delà?

Cette conception «fédéraliste» et relativiste du principe de laïcité de l'État est pour le moins discutable.

En effet, quel rapport y a-t-il entre un système de reconnaissance et de financement des institutions religieuses où chaque canton fait ce qu'il veut et l'interdiction d'une pratique religieuse ou prétendue telle ?

Dans le litige soumis au TF, ce ne sont pas de simples questions d'ordre administratif qui étaient en cause mais l'étendue du droit d'un canton d'interférer, au nom de la laïcité, dans certains comportements individuels.

Concrètement, un canton peut-il interdire à un conseiller d'État de confession juive de porter une kippa dans l'exercice de ses fonctions, à une juge de confession musulmane d'arborer un hijab quand elle siège dans un tribunal, à un employé communal de confession sikh de venir au travail en turban? Et est-il permis à une enseignante de confession catholique de se signer avant de commencer sa leçon d'algèbre?

La réponse à ces questions ne saurait dépendre d'une législation cantonale variant en fonction de la «sensibilité» de la population, mais doit au contraire faire l'objet d'une interprétation uniforme sur l'ensemble du territoire. Ce qui est précisément la fonction du TF dans le domaine de la liberté religieuse ou des autres droits fondamentaux garantis par la Constitution.

Si, à la faveur d'une élection, une nouvelle majorité, opposée au principe de laïcité de l'État, abroge ou modifie une loi telle que la LLE/GE et que le TF, saisi d'un recours, se borne à constater qu'en matière de liberté religieuse «il existe en Suisse des approches très différentes, qui varient selon les sensibilités qui prévalent dans chaque canton», il n'aura pas joué son rôle de gardien de l'ordre constitutionnel.

Or, de leur côté, les activistes religieux ne cessent de vouloir imposer leurs conceptions dans des domaines aussi sensibles que, par exemple, la théorie de l'évolution des espèces, l'éducation sexuelle, l'interruption de grossesse ou le suicide assisté.

C'est pourquoi il est nécessaire d'imposer dans tout le pays le respect du principe de laïcité de l'État, quelles que soient, par ailleurs, «les sensibilités qui prévalent dans chaque canton» à ce sujet.

Raymond Spira

## Vigilance dans le Vert

À lire et entendre toujours les mêmes arguments des élites mondiales, des banques, des grands manitous industriels et numériques sur leurs engagements pour le climat, le citoyen moyen est en droit de se poser passablement de questions. Depuis 2007, après avoir compris qu'ils ne pouvaient pas préserver leurs bénéfices en restant les bras croisés devant les signes insistants de scientifiques, d'ONG et de politiques sur l'urgence climatique, ils se sont invités dans le débat avec le tour de passe-passe de la compensation: il ne fallait surtout pas perdre la main et se laisser imposer des directives restrictives et autres obstacles à leurs libertés d'exploitations.

Dans un premier temps, après avoir fixé péremptoirement une valeur marchande à tout, la santé, l'école depuis quelques temps déjà, c'était dès lors le tour de l'eau, du sol, des mers, de l'air, du carbone par exemple. Puis ils ont annoncé commencer à acheter des forêts qui auraient pu être rasées! Puis suggérer qu'ils finançaient la plantation de milliers d'arbres: quelles essences, où, comment, par qui? Pas facile de le savoir. D'autant qu'en parallèle, une multitude de sociétés de certification se sont mises en place pour apporter des labels de confiance pour entretenir la déculpabilisation du consommateur. Les critères sont flous, rarement surveillés sur place, mais permettent de continuer, la conscience tranquille. D'autres stratégies comme la création ou l'infiltration de certaines ONG réputées, de groupes militants, l'apport en dons, des invitations dans de grands raouts, comme Davos, noient l'ensemble dans une purée de bons sentiments dépourvus de tout véritable engagement. Les techniques mises en place lors des procès sur le tabac se poursuivent en s'affinant, la culture du doute, la fabrique de l'ignorance fonctionnent à plein régime.

La compensation carbone, purement volontaire, qu'on devrait plutôt appeler «contribution à la neutralité globale» évitant ainsi l'interprétation de «droit de polluer», semblait au départ une solution plutôt élégante. Malheureusement elle met sous le boisseau public le méthane, cent fois plus polluant, ainsi que les milliers de molécules chimiques, répandues partout. Leurs nombres avec leurs effets cocktail, sont si exponentiels que les laboratoires de contrôle et surveillance sont complètement débordés. Aujourd'hui d'ailleurs les méthodes de certifications dominantes, comme Vera et LBC, basées sur des calculs de stock Moyen Long Terme, font des comparaisons avec des coupes rases de forêt et perdent petit à petit leur crédibilité. D'autres méthodes pourraient être meilleures mais sont, tout-à-fait par hasard, minorisées. Ainsi la porte est ouverte à toutes sortes de nouvelles escroqueries.

Les critères ESG (Environnement-Social-Gouvernance) à ne pas confondre avec RSE (Responsabilité – Social-Environnement, des engagements internes!) très en vogue sont

de la même veine et offrent de belles opportunités de recherches scientifiques «banquables», d'outils financiers et juridiques pour préserver les rapports de force. On observe le côté systématique des petits pas, soi-disant «dans la bonne direction», pour avancer le moins possible et se laisser le maximum de temps devant soi pour chercher et éviter soigneusement de véritables solutions à l'imbroglio enclenché dans cette hypertrophie de productions massives, purement marchandes et à court terme.

On voit ainsi le label Nutriscore à peine installé qu'on apprend qu'il est très facilement détourné grâce à quelques grains de sel en moins, et qu'aujourd'hui l'Ecoscore souhaite se rajouter pour corriger les critères purement nutritionnels, à voir, pour ceux liés à l'environnement. Les labels verts, qui se multiplient à volonté, ne sont pas plus brillants, les critères étant souvent fixés par les entreprises elles-mêmes et personne de fiable pour les vérifier.

Autre exemple parmi de multiples: le récent accord sur les fonds marins, annoncé de façon si enthousiaste après 15 ans de négociation, n'est pas prévu pour les poissons et la pêche, sinon aucun accord n'aurait été possible, mais sur la manière internationale d'exploiter les fonds: nous voilà pleinement rassurés! Encore un autre petit pas, mais la direction est-elle la bonne?

Pour le citoyen moyen, il est vraiment difficile de séparer le bon grain de l'ivraie, parce qu'il y a parmi toutes ces structures, d'honnêtes démarches écologiques, humanistes, sincères, qui font un travail remarquable et amènent ici comme ailleurs un réel réconfort, une connaissance du terrain. Elles ne se sont pas laissées phagocytées pour les dons intéressés, mais se retrouvent juste noyées dans la masse. Sachant qu'elles sont précieuses et préservent la voix citoyenne dans le chœur général des médias, il est donc laissé à chacun le soin de les repérer et de choisir en relative connaissance de cause. Mais comment? À l'instinct ou en faisant des recherches approfondies? Pas facile de sortir de l'ornière de la publicité déguisée! C'est fort dommageable que des initiatives du terrain présentant de très belles solutions, comme le lait équitable romand par exemple, ne soient pas plus largement distribuées.

Sur ce plan, comme sur tous les autres, il est indispensable de garder une honorable dose de bon sens, un instinct aiguisé sans trop de biais cognitifs et des neurones qui connectent à fond, parce qu'autant le dire, l'urgence climatique des multinationales et leurs filiales n'est pas nécessairement la nôtre...

*Edith Samba*

## Le patient : assistant médical, voire plus!

J'ai choisi mon médecin de famille pour ses compétences combinées de médecine générale et d'homéopathie. C'est un médecin qui se centre sur la prévention. Dans cette optique, il me demande de me soumettre à des analyses du microbiote intestinal. Il s'agit de la flore microbienne qui joue un rôle dans le système immunitaire, la digestion, la synthèse de certaines vitamines et le maintien du poids en régulant l'absorption des acides gras.

Jusqu'il y a deux ans environ, je me rendais au cabinet du médecin avec un extrait de mes selles et, sur place, une infirmière me prélevait les doses nécessaires de sang. De là, ces éléments étaient envoyés à un laboratoire en Suisse, lequel rendait à mon médecin les résultats qu'il avait demandés.

Aujourd'hui les choses ont changé! Je reçois chez moi un paquet directement d'un grand laboratoire européen (parce que soi-disant ces analyses ne se font plus en Suisse!), contenant le formulaire des demandes de mon médecin, les éprouvettes à remplir, des formulaires, une plaque de refroidissement à mettre à l'avance dans mon réfrigérateur, des étiquettes, un emballage.

Et une fois obtenus les échantillons sanguins prélevés par une infirmière, je devrais faire le paquet, y introduire les éprouvettes, les formulaires de façon adéquate, coller les étiquettes au bon endroit et commander l'entreprise de transport spécialisée dans ce genre d'envoi... et la payer.

Le formulaire à signer stipule – en caractères minuscules – que les données du patient (donc les résultats me concernant) seront conservées par le laboratoire «30 ans et 30 ans après ma mort»! Et ma signature est la preuve que je demande bien que soient effectuées les analyses mentionnées.

1° Je constate que, sous prétexte que le patient est dès lors une personne bien informée et «éclairée», il devrait prendre la responsabilité entière de ce qui concerne sa santé, y compris des connaissances médicales spécialisées. En effet, signer la demande d'analyse signifie bien, en l'occurrence, prendre la place du médecin!

2° De plus, si on est attentif au développement de notre société, on sait que les données médicales «valent de l'or» («La mine d'or de l'e-santé», *Le Monde diplomatique*, juillet 2022, p. 20-21)! La récolte des données médicales de toutes sortes et leur soumission à des algorithmes seraient pour certains la solution aux problèmes de santé aussi bien individuels qu'organisationnels. Mais surtout, ce que ces acteurs privés ne disent pas est que cette nouvelle mode rapporte gros à ceux qui se saisissent de cette manne!

La digitalisation des données médicales entraîne la nécessité de les conserver, pour les accumuler, les sélectionner, les comparer, les vendre. De là les 30 ans décidés arbitrairement par le fameux laboratoire!

3° Je commence sérieusement à douter: je sais que mon médecin reçoit les résultats des analyses sous forme chiffrée (il les lit sur son ordinateur lors de ma visite suivante), qui correspondent à des écarts à des normes (les normes d'un microbiote réputé sain). La déduction de sa lecture

attentive l'oriente vers le choix d'éléments compensateurs plus ou moins naturels qu'il me prescrit. Ces médicaments doivent être commandés à l'étranger et mon assurance ne participe pas à leur coût (elle n'est pas une assurance santé mais une assurance maladie!).

Vu l'évolution de la santé dans notre société, je peux très bien anticiper le jour où on me considérera capable de décoder les écarts à la norme de l'état de mon microbiote, en me fournissant par internet une table complète des chiffres, produite par un programme d'intelligence artificielle! Et demain également me seront fournies les informations concernant les compléments alimentaires à prendre, selon tels ou tels écarts. Les procédures seront facilement mises au point puisqu'il ne s'agit que d'une question de chiffres!

Ce mouvement de médecine individualisée et ambulatoire est déjà en route. On a décrété que chaque citoyen est entrepreneur de sa vie et de sa santé. Dès lors j'interroge sérieusement le concept de prévention qui devient un moyen de «prévention hygiéniste et sécuritaire» («Faut-il renoncer à la liberté pour être heureux?» Roland Gori, *Les liens qui libèrent*, 2013, p.50).

Du reste, aujourd'hui même, je reçois de mon assurance un dépliant me proposant, sous le thème de «contrôler sa santé», d'acquérir un appareil de diagnostic à domicile qui «détecte la fibrillation auriculaire et avertit... de l'imminence d'une attaque cérébrale» («Groupe Mutuel» Le Club, hiver 2022).

Dans le système capitaliste où chaque acte doit être rentable, il est clair que «faire un paquet» – selon une procédure que les infirmières, selon leur dire, ont dû apprendre – n'est pas rentable. Il s'agit d'un travail appartenant à l'infrastructure, pour lequel une infirmière serait surpayée. Ce travail doit donc être effectué gratuitement... par le patient lui-même, sur son temps privé!

Il en sera de plus en plus ainsi dans tous les domaines. Cela a commencé le jour où les citoyens ont dû commander leur billet de transport à des distributeurs automatiques remplaçant les contrôleurs. Aujourd'hui le trajet est payé au moyen du téléphone acheté et entretenu par l'utilisateur lui-même. Les clients des grandes surfaces sont également incités à scanner eux-mêmes leur marchandise, en se passant des caissières.

Tout service qui n'apporte pas un profit est exécuté et payé par le citoyen qui s'étonne de ne plus avoir de temps pour lui-même!

**Margaret Zinder**  
*Chercheuse en sciences humaines et sociales*

NB :

Ses articles dans nos numéros précédents:

- «Fonctionner n'est pas exister»,
- «La science moderne» et
- «Performer sa mort»

déclinent ce même mouvement social en cours.

# Intelligence artificielle

## La numérisation figure un changement de contrat social à «bas bruit»\*

\* Tiré d'un article de Adrien Tallent, Doctorant en philosophie à Sorbonne Université et de son livre «Exploitation des données: un changement de contrat social à bas bruit» dans *The Conversation* (TC), 27 février 2023, [theconversation.com](http://theconversation.com)

Aujourd'hui la technologie de la numérisation a envahi la vie politique, sociale et économique<sup>1</sup>. Les termes d'«algorithmes», de «données» ou d'«intelligence artificielle» (IA) sont devenus des outils infaillibles et rationnels dont l'aide se veut précieuse afin de déléguer certaines tâches – voire certaines responsabilités. La collecte massive des données et l'utilisation généralisée d'algorithmes constituent une menace pour la société, la démocratie et le contrat social, jusqu'à en devenir la fondation de la conception moderne de l'État. En échange d'un service, les utilisateurs délèguent aux algorithmes, consciemment ou inconsciemment, une partie de leur pouvoir de décision ainsi que la possibilité d'agir sur leurs choix et leurs opinions.

La finalité des systèmes d'IA, construits de manière à pouvoir traiter d'immenses quantités de données, est de faire des choix les plus avertis et objectifs possibles et de répondre à des choix politiques. Dès lors, la gestion de divers secteurs par l'intelligence artificielle paraît plus rationnelle que par celle de l'être humain qui est vu comme faillible face à une IA infaillible car fondée sur des «données» considérées comme une «rationalité algorithmique»<sup>2</sup>. C'est l'avènement d'une «gouvernementalité algorithmique» où les décisions se fondent désormais sur le traitement des données plutôt que sur la politique, le droit ou les normes sociales. Ainsi, toute décision deviendrait irréfutable car elle serait appuyée sur des arguments statistiques. C'est oublier les nombreux biais qui existent dans la saisie des données et dans leur exploitation par des algorithmes.

*L'intelligence artificielle ne fait pas le poids face à la stupidité naturelle*  
– Albert Einstein

Les géants du numérique connaissent nos préférences, nos opinions, nos envies et nous enferment dans une bulle captive. En analysant nos données pour prédire notre comportement, le capitalisme devient un «capitalisme de surveillance»<sup>3</sup>. Pour les entreprises, les individus ne sont plus des clients mais des produits pour les annonceurs car les individus se sont transformés en «fournisseurs de data»<sup>4</sup>. Déjà individualisés, ils sont en outre dés-individualisés: leurs données permettent de les déposséder de leur volonté. À titre

d'exemple, le fait que nous sommes exposés à de la publicité ciblée témoigne d'une anticipation de nos désirs. Nous ne savons plus réellement si nous avons désiré l'objet que nous avons acheté puisqu'il nous a été montré avant même que nous l'ayons désiré. Notre désir est automatisé.

*La tristesse de l'intelligence artificielle est qu'elle est sans artifice, donc sans intelligence.*

– Jean Baudrillard

Accoutumés au progrès technique, les individus se sont habitués à un environnement où la quête du confort, de la rapidité, du divertissement, permet la généralisation et la pérennisation de systèmes techniques invasifs, au détriment de certaines libertés fondamentales (droit à la vie privée, à l'anonymat, à l'indépendance de la pensée...), garanties de nos sociétés démocratiques. En fournissant nos données, nous transférons une partie de notre libre arbitre et la faculté d'agir sur nos opinions jusqu'à influencer des élections. Ce nouveau contrat se fait à bas bruit et les individus sont alors victimes d'usages abusifs de leurs données par ces systèmes technologiques supposés apolitiques, d'autant plus ceux qui sont déjà victimes de diverses discriminations.

La technologie semble toujours se situer hors du débat politique et s'imposer aux sociétés qui n'ont d'autre choix que son acceptation. Conscients des risques, les parlements et les institutions internationales se mettent à légiférer sur la question, à rédiger des chartes éthiques, des règlements<sup>5</sup>. Pourtant, ces questions restent souvent très techniques et juridiques, excluant d'emblée les individus qui subissent les dommages causés par le traitement de leurs données (ciblage, amoindrissement du libre arbitre, discriminations, surveillance, notation, influence...).

Or seuls des individus libres peuvent construire une société libre. Le manque de recul critique et d'une prise de conscience des enjeux du numérique ainsi que l'absence d'une éducation numérique menacent les fondements de nos sociétés démocratiques. Il serait nécessaire de politiser la question, que les citoyens se saisissent de ces sujets et en débattent afin de dessiner ensemble les contours d'un futur enviable pour et par tous.

**Georges Tafelmacher**

1. C. O'Neil, *Algorithmes, la bombe à retardement*, éd. Les Arènes, 2018.

2. S. Abiteboul, C. Froidevaux, «*Autour de l'informatique: les algorithmes et la disparition du sujet*», TC, 22 janv. 2016.

3. S. Zuboff, *L'Age du capitalisme de surveillance*, trad. (anglais): B. Formentelli et A.S. Homassel, éd. Zulma, 2020.

4. B. Stiegler, *Dans la disruption, comment ne pas devenir fou?*, éd. Les Liens qui libèrent, 2016.

5. Site web: [theconversation.com/fr/topics/rgpd-54271](http://theconversation.com/fr/topics/rgpd-54271).

## Climat et avenir – La fin du déni

Créé en 1988, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) arrive maintenant à la fin de son 6e cycle de travaux. Son rapport de synthèse qui vient tout juste de paraître, le 20 mars dernier, au terme de la réunion qui s'est tenue chez nous, à Interlaken, synthétise les trois rapports parus au cours de ce cycle, à savoir :

**Volume 1:** Les éléments physiques du climat (août 2021)

**Volume 2:** Impacts, adaptation et vulnérabilité (février 2022)

**Volume 3:** Atténuation (avril 2022).

Et au cours de ce cycle ouvert en octobre 2015 sont aussi parus 3 rapports spéciaux et un guide :

- **Rapport spécial** sur le réchauffement global de 1.5°C (2018)
- **Rapport spécial** sur les terres (2019)
- **Rapport spécial** sur les océans et la cryosphère (2019)
- **Guide méthodologique** sur la comptabilisation des gaz à effet de serre (2019)

Voilà de quoi agrémenter vos lectures. Car «*comment trier le bon grain de l'ivraie?*» se demandait-on en page 6. Peut-être en remontant aux sources pour éviter la cacophonie médiatique parasitée par le green-washing de certains. On trouve facilement ces rapports en ligne sur le site du GIEC ([ipcc.ch](http://ipcc.ch))

Je viens de terminer la lecture du rapport de synthèse dans sa version longue de 85 pages. Mon sentiment premier est que nous savons maintenant plus clairement que jamais où nous en sommes. La synthèse des résultats de recherche tout juste publiée confirme clairement ce que nous ne voulions peut-être pas trop regarder en face jusqu'ici: oui, les faits sont de plus en plus solides. Oui, notre civilisation doit rapidement négocier un virage extrêmement serré: celui de l'abandon progressif des énergies fossiles. Maintenant et vite! Plus question d'attendre la fin du prochain cycle, sous prétexte qu'il y aurait encore de la place pour le doute. Les climato-sceptiques sont de moins en moins invités sur les plateaux télé, leur mauvaise foi étant devenue trop honteusement évidente, et c'est très bien.

D'ailleurs, les jeunes générations comprennent mieux que nous l'urgence de la situation. Avec les catamarans véloces qu'elles ont souvent dans la tête, elles s'exaspèrent de nos Titanics mentaux qui tardent tellement à infléchir le cap. On les comprend.

Vous rappelez-vous de l'accord historique entre 195 nations qui concluait le 5e cycle? Je parle évidemment du fameux accord de Paris, adopté en décembre 2015 et entré en vigueur le 4 novembre 2016. On allait enfin passer à l'action, oui?

Nos émissions de gaz à effet de serre ont-elles commencé à diminuer depuis, comme nous nous y étions alors engagés? Non. Se sont-elles au moins stabilisées? Même pas. Elles ont globalement continué d'augmenter... juste un peu moins vite peut-être. Au lieu de foncer vers l'iceberg à 130 km/h, nous y fonçons toujours, mais à 100 km/h seulement. Ô joie!

### Alors voilà: le temps presse...

Le secrétaire général des Nations-Unies le rappelait en commentant la récente parution de ce rapport de synthèse: «Les concentrations de dioxyde de carbone dans notre atmosphère n'ont jamais été aussi élevées depuis au moins deux millions d'années. Plus d'un siècle de combustion de combustibles fossiles et d'utilisation inégale et non durable de l'énergie et des sols a ainsi déjà entraîné un réchauffement de la planète de 1,1°C par rapport aux niveaux préindustriels. Les émissions mondiales annuelles de gaz à effet de serre sont aujourd'hui 50% plus élevées qu'il y a 30 ans. Des 2400 milliards de tonnes imputables historiquement à l'activité humaine, plus de 40% des émissions ont été produites au cours des trois dernières décennies.»

Dans ces conditions, la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère continue de grimper et «toutes les régions du monde font face à une hausse des menaces climatiques. Cela se conjugue déjà, pour les humains comme pour les écosystèmes, par des phénomènes météorologiques plus fréquents et plus extrêmes dont les répercussions s'aggravent».

### ... mais la voie à suivre est claire

À l'échelle globale, il faut mettre fin au financement international public et privé du charbon et arrêter toute expansion des réserves existantes de pétrole et de gaz, en réorientant les subventions accordées aux combustibles fossiles vers une transition énergétique équitable. Ce sont d'ailleurs là les recommandations de l'Agence internationale de l'énergie.

Vous pensez n'avoir aucun pouvoir là-dessus? Dans quelles entreprises les fonds de votre caisse de pension (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> piliers) sont-ils investis? J'ajoute que «réorienter les subventions...» devrait inclure dès maintenant de ne plus subventionner le kérosène des avions. Au contraire, il faut le taxer comme tout autre carburant. Là, on pourrait quand même écrire à nos députés, non? N'est-il pas immoral de prendre l'avion pour aller à Paris depuis Genève ou de ne payer que 49€ pour aller danser un week-end à Ibiza?

À l'échelle individuelle, on peut tous réduire notre consommation personnelle. Voyages en avion, voiture, gadgets électroniques: vous ne vivrez pas moins heureux si vous en consommez moins. En matière alimentaire aussi il y a de quoi faire: nul besoin de commencer à manger des insectes ou de la viande synthétique imprimée en 3D pour redécouvrir des recettes simples à partir de céréales et légumineuses traditionnelles. Des nombreux végétariens à 100% ou «flexitariens» (qui ne mangent de la viande qu'une fois ou deux par mois) que je connais, nul n'est subitement mort de faim. Au contraire, ils se portent tous plutôt bien!

J'en connais un qui est tranquillement assis au coin du feu, en train de lire l'un de ces rapports du GIEC !

# Une paix d'avance plutôt qu'une guerre de retard!

Après les fructueuses réflexions de la traditionnelle Journée des Chrétiens de gauche romands qui a eu lieu récemment à Yverdon, le comité de cette association souhaite participer à la réflexion au sujet de la paix, de la non-violence et du rôle de la Suisse sur la scène internationale.

La guerre fait actuellement un bruit assourdissant qui favorise une remilitarisation frénétique un peu partout dans le monde. Nous pensons au contraire:

- que la multiplication et la dissémination des armes ne peut conduire à une paix mondiale à long terme, même si le but de départ est la légitime défense;
- que l'adage «si tu veux la paix, prépare la guerre» conduit les États à mieux savoir faire la guerre que la paix;
- que la recherche et la consolidation de la paix passent par le développement des initiatives de réconciliation, l'éducation à la paix et la lutte contre les nationalismes;
- que les peuples doivent bénéficier d'un droit à l'autodétermination qui ne peut être contesté par les armes;
- que les États et populations victimes d'injustices et d'agressions ont aussi besoin de soins, d'équipements de secours et de protection;

- que la disparition bientôt totale des États neutres et le blocage des décisions de l'ONU anéantissent les instances de médiation et d'interposition;
- que les criminels de guerre doivent répondre de leurs actes devant une justice internationale reconnue de tous côtés;
- que la diabolisation de l'un ou l'autre des belligérants empêche tout dialogue en vue de la paix;
- que la neutralité doit avoir pour but de contribuer à la paix et qu'elle n'est ni de la lâcheté ni de l'indifférence.

Nous considérons que la Suisse ne pourra contribuer à une paix durable, en Ukraine et ailleurs, qu'en conservant son image de neutralité, en développant sa capacité de secourir les victimes, en proposant systématiquement ses bons offices et sa médiation, plutôt qu'en fournissant (en nombre dérisoire d'ailleurs) des armes et des munitions. La croix suisse est plus utile sur une ambulance ou une table de négociation que sur un canon.

Il ne faut pas attendre la guerre pour construire la paix! Si les militaires craignent d'avoir une guerre de retard, nous demandons que l'on recherche une paix d'avance!

*Le comité des Chrétiens de gauche romands*

## Résoudre par la négociation

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a provoqué une dangereuse psychose. Dans tous les coins de la planète, des pays se réarment et les dépenses militaires atteignent de nouveaux sommets. Les marchands d'armes se frottent les mains et le néolibéralisme étend son emprise sur tout le monde occidental.

Des pays ayant une Constitution pacifique, comme le Japon et l'Allemagne, augmentent fortement leur budget militaire, encouragés qu'ils sont par les États-Unis et l'OTAN. Celle-ci, dont le président Macron affirmait il y a peu qu'elle était en état de mort cérébrale, joue un jeu périlleux et n'hésite pas à mettre le feu aux poudres. Cette attitude guerrière n'excuse évidemment pas l'ignominieuse invasion de l'Ukraine par la Russie. Mais elle explique que les pays sont priés (même obligés) de choisir leur camp et que l'Europe est devenue le vassal des États-Unis. Même la neutre Suède et la pacifique Finlande ont hâte de rejoindre une organisation censée les protéger.

Les dépenses militaires mondiales ne cessent de grimper. En 2021, elles ont augmenté pour la septième année consécutive et ont dépassé le chiffre record de 2000 milliards de dollars. Le conflit en Ukraine ne va pas inverser la tendance, au contraire. Depuis le début de l'invasion russe, plusieurs pays ont annoncé l'intention d'augmenter leurs dépenses

militaires. La Suisse en fait partie. Le Conseil national a accepté une motion de la droite visant à accroître le budget annuel de la défense de deux milliards de francs d'ici 2030. Celui-ci s'élève actuellement à quelque cinq milliards de francs. Si la proposition est mise en application, il représenterait alors 1% du PIB. Et, à la remorque des États-Unis, le pays a décidé d'acheter des F35, des avions qui sont conçus pour l'attaque et non pour la défense.

Les marchands d'armes ont de beaux jours devant eux. Par pays, les États-Unis sont très nettement en tête. Ils sont suivis par la Russie, la France, la Chine et l'Allemagne.

La prolongation de la guerre doit à tout prix être évitée car le monde est assis sur un baril de poudre et l'usage d'armes atomiques prendrait des allures d'apocalypse. Les Russes, les Ukrainiens et les Américains refusent de dialoguer. Il faudra pourtant qu'ils résolvent le conflit par la négociation, sinon celui-ci durera encore longtemps, avec son cortège de morts (plusieurs dizaines de milliers actuellement) et de destructions. Il faut espérer que les belligérants écouteront la voix de la raison et pas celle de l'escalade militaire. Il ne faut pas attendre la guerre pour construire la paix! Si les militaires craignent d'avoir une guerre de retard, nous demandons que l'on recherche une paix d'avance!

*Rémy Cosandey*

# Notes de lecture

**LE BOUT DU TUNNEL** Jean-Claude Rennwald, Véronne Éditions, 2022

Domicilié en Suisse, Jean-Claude Rennwald peut parler de la politique française avec un certain recul, d'autant plus que son regard est à la fois celui du journaliste, du syndicaliste et du politicien. Dans un livre bien documenté et passionnant, il analyse l'évolution des mentalités et des votes du peuple depuis le début de la Cinquième République. Il insiste tout particulièrement sur les hauts et les bas d'une sensibilité qui lui tient à cœur, d'où le sous-titre de l'ouvrage: «Du suicide collectif au renouveau de la gauche française».

Jean-Claude Rennwald met en lumière les avancées sociales obtenues quand la gauche était au pouvoir: semaine de 40 heures de travail et congés payés (Front populaire en 1936), restauration du suffrage universel, liberté de la presse, nationalisation de grandes entreprises, généralisation de la Sécurité sociale (programme du Conseil national de la Résistance), élévation de la conscience de classe des salariés (mai 1968), semaine de travail de 39 heures, 5 semaines de vacances, impôt sur les grands groupes industriels et bancaires, abolition de la peine de mort (premier gouvernement de Mitterrand en 1981). Et ce n'est là que les conquêtes les plus connues!

L'échec de la gauche à l'élection présidentielle de 2022 est due à plusieurs circonstances: l'oubli des classes populaires, des ego surdimensionnés chez la plupart des candidats (qui ont remplacé la lutte des classes par la lutte des places!), la bérézina du Parti socialiste, la désertion de nombreux cadres socialistes attirés par les fausses promesses d'Emmanuel Macron. Ce dernier affirmait qu'il n'était ni de gauche ni de droite. Au fil de son mandat, il est devenu le président des riches et sa politique favorise nettement les plus aisés.

Alors que le Parti socialiste était proche de la disparition à l'échelle nationale, il a été sauvé par la création de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES) qui regroupe la France insoumise, le Parti socialiste, le Parti communiste et les écologistes. Jusqu'ici, ces formations étaient divisées et elles n'arrivaient pas à atteindre le quorum nécessaire.

Les propositions de la NUPES s'articulent autour d'un programme économique sérieux (300 économistes le soutiennent) et de thèmes susceptibles de faire revenir au bercail les électeurs qui se sont égarés du côté du Rassemblement national. Elles préconisent notamment une plus juste répartition de la richesse, une garantie de l'emploi et le développement des services publics. Et c'est avec raison que Jean-Claude Rennwald intitule son dernier sous-titre: «Pas de salut sans unité».

Rémy Cosandey

**SOUS HAUTE PROTECTION** Dick Marty, Éditions Favre, 2023

Qui ne connaît pas Dick Marty? Procureur du canton du Tessin, conseiller d'État, membre du Parlement fédéral, il a connu les trois pouvoirs de l'État. C'est parce qu'on reconnaissait ses qualités juridiques, son courage et son incorruptibilité qu'il est devenu procureur et rapporteur pour le Conseil de l'Europe. À ce titre, il a dénoncé la criminalité organisée, le trafic international de drogue et les prisons secrètes de la CIA en Europe. Il s'est aussi exprimé sur l'usage abusif des listes noires de l'ONU, sur la violation des droits de l'homme et sur les allégations de trafic d'organes au Kosovo.

Les différentes enquêtes qu'il a menées lui ont valu de multiples témoignages de reconnaissance mais aussi de solides inimitiés. On ne combat pas la pègre et les puissants du monde sans s'attirer la haine de ceux qu'on a traînés devant les tribunaux. Et, malheureusement, la haine de certains s'est transformée en menace de mort. C'est ainsi que, pour le protéger, les autorités helvétiques l'ont mis sous haute protection.

Ne pouvant pratiquement plus sortir de chez lui, Dick Marty a mis son isolement à profit pour écrire et pour exprimer ses sentiments. Son livre est une sorte de thérapie: il s'indigne, il questionne, il fait aussi part de son exaspération envers la façon dont est conduite l'enquête. En effet, celle-ci ne saurait se limiter à la seule mise en sécurité de la cible sans s'attaquer directement aux auteurs de la menace.

Après 150 pages au cours desquelles il parle de ses affaires, de sa famille et des combats qui lui tiennent à cœur, Dick Marty conclut magnifiquement: «Si c'était à refaire, je le referais. J'ai eu le grand privilège d'aimer ce que je faisais, toujours en toute indépendance, conscient que la liberté est une valeur exigeante et volatile qu'il faut reconquérir et défendre jour après jour, une valeur aussi intransigeante qui impose des choix qui peuvent impliquer l'isolement, l'adversité et la solitude.»

RCy

## PROPOSITIONS DE LECTURE

### Cendres ardentes

Marc Voltenuer, Slatkine & Cie, 2023

Une enquête rondement menée en Suisse et en Albanie par l'inspecteur Auer.

### Climats terrestres

Prof. Martin Beniston, Editions Favre

Des textes saisissants et des photos magnifiques qui montrent les beautés de notre planète.

## Tapa-Solidaire, le magazine

Yvonand (Vaud), printemps 2023: Le premier numéro du magazine des Tapa-Sabllias Solidaires vient de paraître. Cette publication se veut un pont entre les générations ainsi qu'une source d'informations pour les habitants d'Yvonand et des alentours. Elle est née d'une initiative de la population et de la Commune, rapidement devenue une expérience conduite par Pro Senectute: Yvonand, Village Solidaire. Quelques habitants se sont investis pour créer, animer et entretenir de nouvelles activités, ouvertes à toutes et à tous et ce magazine permettra de faire savoir ce qui se passe au fil des jours.

## Nos amis les oiseaux...

Dans la Plaine de l'Orbe jouxtant Yverdon-les-Bains, on peut s'étonner qu'une petite partie des terres cultivables soient inondées durant quelques semaines, soit en automne, soit au printemps. Il s'agit, en fait, d'un accord entre le propriétaire du terrain (qui sera indemnisé), la Commune d'Yverdon et les associations de protection des oiseaux. Tout cela pour permettre aux oiseaux migrateurs limicoles de trouver une halte de repos, très réduite depuis la dernière correction des eaux du lac. Un beau geste, non?

## Dialogue pour la paix

Fondée en 1983 par un groupe d'étudiants juifs et palestiniens, l'association Sadaka Re'ut a pour objectif de créer un espace de dialogue entre jeunes juifs et palestiniens en Israël, afin de construire un socle solide pour une paix durable. Une conférence s'est tenue à Besançon le 17 mars sous le titre «Des jeunes israéliens et palestiniens osent le dialogue pour construire un Bien-vivre ensemble». Le 18 mars, un forum régional «Construire un Bien-vivre pour oser la paix» a suivi, toujours à Besançon.

D'après CCFD-Terre Solidaire 25

## En lutte pour l'égalité et la participation

L'espoir de la Mongolie repose sur la jeune génération. Les 20-40 ans sont ouverts au monde et s'intéressent à l'éducation. Beaucoup ont étudié à l'étranger, que ce soit aux Etats-Unis, en Australie ou en Corée du Sud. Une enquête récente a révélé que 80% d'entre-eux suivaient la situation mondiale et l'actualité internationale. Ils et elles sont prêts à prendre des responsabilités. Le changement de génération dont la Mongolie a tant besoin pourrait enfin se réaliser.

D'après *Un seul monde*, le magazine de la DDC, n° 1, février 2023

## Pour améliorer le confort des gares

La plupart des gares en Suisse ne font aucun effort pour améliorer le confort des passagers, surtout des aînés et des handicapés. La section AVIVO de La Chaux-de-Fonds vient d'organiser une manifestation pacifique et silencieuse dans le hall de la gare de cette ville pour rappeler aux CFF qu'ils avaient un devoir envers leurs clients et qu'ils ne pouvaient pas toujours privilégier la rentabilité des surfaces qu'ils louent à des commerçants.

## Solidarité: à Chypre, la paix en bonnes VOIX

Depuis plus de 25 ans, des femmes et des hommes des deux parties de l'île de Chypre se retrouvent au sein d'une chorale pour chanter en turc et en grec. Seule condition pour y prendre part: croire en l'unité des deux peuples et en la Paix.

D'après *Le Courrier* du 3 au 6 février 2023

## Prochain numéro de l'Essor n° 3/ juin 2023

### La Constitution fédérale a 175 ans

La Constitution fédérale organise le fonctionnement de la Confédération suisse et ses rapports avec les cantons depuis l'État fédéral de 1848, garantit un certain nombre de droits aux citoyens et oriente les buts sociaux. Révisée partiellement ou complètement à plusieurs reprises (en 1998 en dernier lieu), elle fête cette année ses 175 ans.

Le prochain numéro de l'Essor sera consacré à cet anniversaire. Nous analyserons la Constitution fédérale dans ses aspects historiques, juridiques et religieux. Quelques personnalités du pays souligneront que certains articles (rentes AVS et logement notamment) sont loin d'être appliqués dans les faits. Nous entendons ainsi contribuer à une réflexion constructive sur l'avenir de la Suisse.

L'Essor:

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

#### IMPRESSUM

Rédacteur responsable: Rémy Cosandey • 079 273 45 14  
Léopold Robert 53, 2300 La Chaux-de-Fonds  
[redaction@journal-lessor.ch](mailto:redaction@journal-lessor.ch)

Équipe de rédaction: Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink,  
Marc Gabriel, Emilie Salamin-Amar,  
Edith Samba, Margaret Zinder.

Administration: Mario Bélisle • 076 425 48 10  
abonnements Tunnels 16, 2300 La Chaux-de-Fonds  
& retours [info@journal-lessor.ch](mailto:info@journal-lessor.ch)

Pour s'abonner, versez: CHF 36.- l'an (pour six numéros) au compte...  
PostFinance IBAN >> **CH 97 0900 0000 1200 2620 0**

Site web: [www.journal-lessor.ch](http://www.journal-lessor.ch)  
I.S.S.N. **ISSN 1023-5663**

Mise-en-page: Journal L'Essor  
Impression: Imprimerie Monney Services SNC